LE FRANCO

Depuis 1928, le seul journal de langue française en Alberta

Vol. 28 n°29 — Edmonton, semaine du 19 au 25 août 1994 — 12 pages — 60¢

• ACFA de Bonnyville

Une image à redorer

À lire en page 9

L'UniThéâtre se prépare pour sa nouvelle saison

À lire en page 7

• *Fort McMurray*

Objectif: avoir une école française en septembre 1995

MICHEL BOUCHARD

Les francophones de la région de Fort McMurray veulent leur propre école. Le conseil scolaire catholique s'engage à fournir cette école lorsqu'un minimum de 100 élèves seront inscrits au programme francophone.

Une campagne de recrutement est présentement en cours pour accroître le nombre d'élèves inscrits au programme français. Réal Doucet, président du Conseil de coordination régional du nord-est, est confiant. Il prévoit que 80 élèves s'inscriront cette année et pense que l'objectif de 100 élèves pourra être atteint en 1995, ce qui serait suffisant pour obtenir une école.

Les négociations vont bon train, selon Réal Doucet. Le conseil de coordination a obtenu, par écrit, des engagements de la part du conseil scolaire catholique. «Ils ont promis de s'asseoir avec nous et de négocier pour que nous puissions passer d'un programme francophone à une école», explique-t-il. Cette école resterait sous la direction du conseil scolaire catholique. Mais ce n'est qu'un premier pas avant l'obtention d'un conseil scolaire francophone. «À long terme, c'est évident qu'on veut un conseil scolaire francophone, lance-t-il, mais, premièrement, il nous faut une école.»

Entre-temps, le conseil de coordination participe à la mise sur pied de cette éventuelle école francophone. «Ils [les commissaires du conseil scolaire catholique] veulent instaurer l'école française à la façon dont on la veut, explique-t-il. Il est important que nous ayons notre mot à dire: comment ça fonctionnera, qui sera engagé...»

Le conseil de coordination fait aussi des pressions pour obtenir un comité de parents distinct pour le pavillon francophone. Ce comité serait le porte-parole des parents et élèves et aurait son mot à dire dans le fonctionnement de l'école. Le pavillon Boréal est situé dans une aile de l'école anglophone St. John et le conseil de coordination veut s'assurer que les francophones aient leurs propres porte-parole.

• DOSSIER SPÉCIAL •

RENTRÉE SCOLAIRE

Les écoles françaises accueilleront plus de 2000 élèves à la rentrée.

Photo: Michel Bouchard

• *Calgary*

De nouveaux visages

MICHEL BOUCHARD

Il y a aura du nouveau au Conseil de coordination du centre-sud et dans les écoles françaises de Calgary. Deux personnes seront nommées prochainement au conseil de coordination pour combler les postes laissés vacants par la démission de deux des trois conseillères nommées en mars le ministre de l'Éducation. De plus, Marc Renaud est le nouveau directeur de l'école Sainte-Anne et sera épaulé par Laurette Roth, embauchée récemment au poste de directrice-adjointe. Selon Marie Ritchie, adjointe à la direction, les compressions budgétaires ont fait vivre des moments très difficiles au personnel à la fin de l'année scolaire. Finalement, l'école Sainte-Anne et le pavillon St-Paul n'auront pas à subir des compressions de personnel. Quelques enseignants ont quitté la province et seront bientôt remplacés.

• *Lethbridge*

L'an II

MICHEL BOUCHARD

À la suite du dépôt du rapport Blais, le Conseil de coordination régional du sud s'est réuni pour une journée de négociations avec le conseil scolaire catholique et il a obtenu des concessions de la part de ce dernier.

«Le conseil scolaire catholique avait été fustigé [dans le rapport Blais] pour avoir suscité beaucoup de débats publics sur la question de l'école francophone, lance Gaston Renaud, membre du Conseil de coordination régional du sud. Les commissaires des écoles catholiques semblent avoir changé leur fusil d'épaule. On espère que, dorénavant, ils seront plus cordiaux que par le passé.»

L'auteur du rapport, Norman Blais, avait recommandé que le pavillon La Vérendrye soit déménagé dans une autre aile de l'école St. Mary ce qui se réalisera pour cette rentrée scolaire. «La pavillon aura sa propre porte d'entrée», explique Gaston Renaud. «Il n'y aura pas d'interférence de la part des autres élèves en récréation.» L'an dernier, à cause de l'horaire décalé, il arrivait souvent que les stores et les fenêtres soient fermés afin que les élèves francophones soient distraits le moins possible par les autres enfants qui jouaient sur le terrain de jeux qui se trouvait à proximité du pavillon.

Le conseil de coordination a aussi obtenu le financement nécessaire du conseil scolaire catholique pour poursuivre le programme de francisation des élèves qui arrivent à l'école sans une connaissance suffisante de la langue. L'an dernier, c'est le Conseil régional d'éducation française de Lethbridge qui avait déboursé l'argent nécessaire pour

suite en page 2...

RENTRÉE SCOLAIRE

• Centre-nord

Une transition en douceur

MICHEL BOUCHARD

«D'une façon très pratique, l'objectif du Conseil scolaire du centre-nord est d'occasionner le moins de changements possible pour qu'il y ait un transfert dans l'harmonie», explique le président, Denis Tardif. Cinq écoles, quatre à Edmonton et une à Legal, seront dorénavant gérées par ce conseil scolaire francophone.

Le conseil n'a pas l'intention de chômer cette année. «Les mariages exogames, la francisation, le caractère confessionnel seront des questions examinées, débattues et qui feront partie des politiques développées au cours de l'année», lance Denis Tardif. «On veut faire sentir aux parents, aux élèves et aux enseignants qu'il y a une nouvelle direction. Essentiellement, ce qu'on veut transmettre c'est que notre intérêt, notre temps et notre énergie seront consacrés uniquement à l'avancement et au développement de l'éducation française dans la région.» D'ailleurs, le conseil scolaire se réunira avec son personnel enseignant et son personnel de soutien le 25 août.

Le conseil a l'intention de maintenir des liens étroits avec la communauté, selon Denis Tardif. «On veut que l'école fasse appel à la communauté, explique-t-il, sortir de l'école pour aller vers la communauté et inviter la communauté à participer.»

Le président ajoute qu'il est essentiel que le conseil scolaire recrute activement des élèves francophones. «Ne faire que la gestion des effectifs qu'on a, ce n'est pas assez, lance-t-il. Il faut aller chercher, en grand nombre, des ayants droit qui ne fréquentent pas les écoles françaises.»

Le nouveau directeur général du conseil, Gérard Bissonnette, croit lui aussi que l'identification et le recrutement des ayants droit constitue un défi de taille. M. Bissonnette est présentement un employé du ministère de l'Éducation et connaît donc les rouages de ce ministère. Il entrera en fonction au conseil au début de l'année scolaire.

Tous les conseils scolaires et conseils de coordination auront à se concerter, selon Gérard Bissonnette. «Il faudra créer des liens très étroits entre les trois conseils scolaires, faire en sorte que la concertation soit une caractéristique initiale et ne pas se mettre tous à réinventer la roue.»

Nouveaux diplômés



Photo: Jean-François Coulombe

Les étudiants du programme de formation de base de Saint-Paul célébraient, le 12 août, au centre culturel. Sur notre photo, on aperçoit la coordonnatrice du Centre éducatif communautaire de l'Alberta à Saint-Paul, Angèle Buteau, qui distribue symboliquement la «flamme de la connaissance» à Léo Peichat et Lina Cloutier, deux nouveaux diplômés.

Ce programme bilingue offert par le CÉCA s'adresse aux adultes qui désirent obtenir l'équivalent d'un diplôme d'études secondaires. Les personnes intéressées doivent s'inscrire dès maintenant pour la série de cours qui débute en septembre.

Jean-François Coulombe

•Centre-est

Le grand départ

J.-F. COULOMBE

Le Conseil scolaire francophone du centre-est se prépare fébrilement pour la toute première rentrée scolaire depuis sa création en mars. Les élèves commenceront en effet leurs cours dans les différentes écoles du conseil scolaire très bientôt, soit le 6 septembre.

Quatre employés travaillent actuellement sous l'autorité du directeur général intérimaire, Lionel Rémillard. Ils ont pour tâche de s'assurer que le conseil soit prêt à entamer sa première année d'existence officielle.

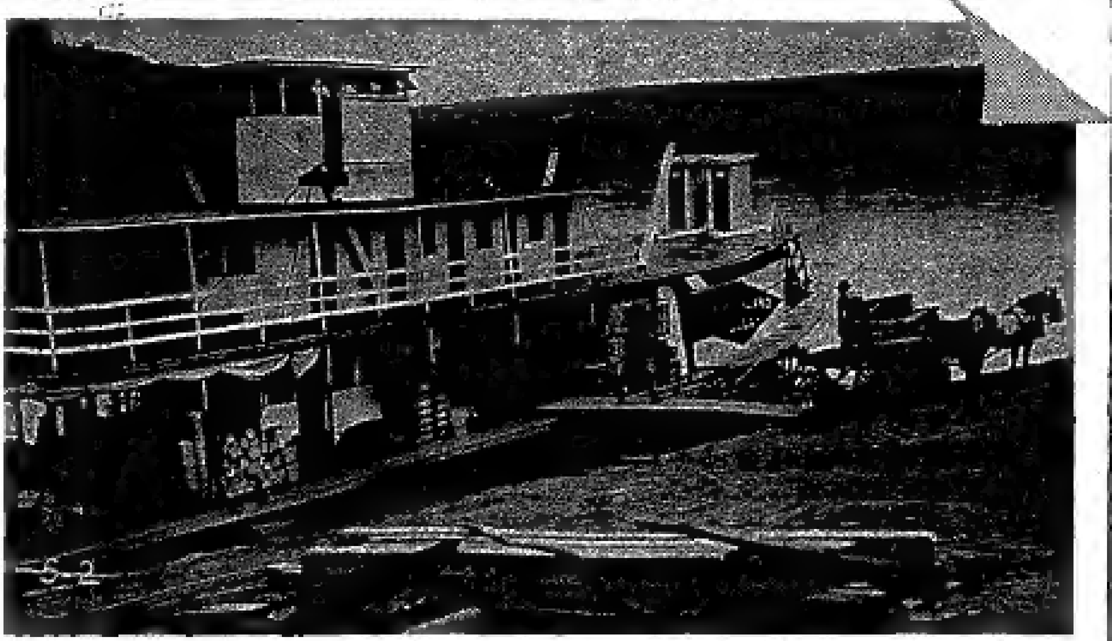
Gisèle Marcoux, qui travaille pour le conseil depuis le printemps dernier, occupe la fonction de secrétaire-trésorière. Habitant actuellement à Bonnyville, elle est originaire de Saint-Paul où habitent encore ses parents. Elle possède un baccalauréat en arts (concentration psychologie) de la Faculté Saint-Jean. Pour elle, la première rentrée scolaire est très excitante. Elle est particulièrement enthousiaste quant à la mise sur pied du programme d'éducation à distance.

Anne Sarrazin a été embauchée à titre de secrétaire de direction. Diplômée en traduction de l'Université de Montréal, elle s'occupe également de la traduction des documents du conseil.

Stéphane Charest est officiellement entré en fonction le 15 août dernier. Il est coordonnateur provincial de l'éducation à distance, pour les écoles francophones. Il apportera donc le soutien technique nécessaire au programme de formation à distance.

De plus, Roland Lajoie, ancien directeur de l'école élémentaire Notre-Dame de Bonnyville a été nommé coordonnateur des programmes préscolaires, de maternelle, d'animation culturelle et d'enseignement religieux du conseil.

Les écoles qui relèvent du conseil scolaire, soit celles de Medley, Bonnyville, Plamondon et St-Paul, partageront le même calendrier scolaire. Les congés seront donc les mêmes pour les élèves de chaque école: le congé de Noël sera du 24 décembre au 8 janvier alors que la relâche du printemps aura lieu du 25 mars au 2 avril. Le calendrier scolaire commun nécessitera l'organisation d'un système de transport scolaire commun.



Collection oblate, Edmonton, Archives provinciales de l'Alberta, photo OB 4365.

Grouard, 1910, déchargement d'un bateau. *La localité de Grouard fut d'abord connue sous le nom de Bureau de poste du Petit Lac des esclaves. On lui donna le nom de Grouard en 1909 en l'honneur de monseigneur Émile Grouard (1840-1931), vicaire apostolique d'Athabasca-Mackenzie. Le nom du vicariat fut changé en celui de Grouard en 1927. Mgr Grouard a été reconnu pour ses connaissances linguistiques et artistiques. Auteur de nombreux livres, il travailla aux peintures de plusieurs églises dans le Nord de l'Alberta. Il fut aussi l'un des premiers à introduire les bateaux à vapeur dans les régions nordiques.*

Album souvenir

Cette chronique est préparée par Claude Roberto des Archives provinciales.

L'an II

suite de la page 1...

embaucher une personne qualifiée pour la francisation.

Des fonds ont aussi été mis de côté pour embaucher un animateur culturel pour faire le lien entre l'école et la communauté. «Cette année le conseil scolaire a acquiescé à notre demande, explique Gaston Renaud. Ce sont des exemples de changements qu'il y a eu cette année, grâce à l'existence du conseil de coordination.»

Il y a plus d'élèves inscrits que l'an dernier. On en comptait 34 à la fin des classes. Gaston Renaud s'attend à ce qu'il y en ait plus de 50 cette année. Afin de sensibiliser la communauté à l'existence de l'éducation française à Lethbridge, un kiosque avait d'ailleurs été installé au *Whoop-Up Days*.

L'École du Sommet trouve de nouveaux locaux

J.-F. COULOMBE et CAROLE THIBEAULT

ST-PAUL — Dans le but d'avoir suffisamment d'espace pour l'ajout d'une dixième année en septembre prochain, l'École du Sommet louera des locaux supplémentaires au Centre culturel de Saint-Paul. Un accord de principe a été signé à cet effet, le 11 août, entre le Conseil scolaire francophone du centre-est et la régionale de Saint-Paul de l'Association canadienne-française de l'Alberta.

Cet accord permettra à l'École du Sommet d'accueillir dès septembre environ 150 élèves de la maternelle à la dixième année. Les locaux du centre culturel seront convertis en salles de classe dont une comprendra un laboratoire. La bibliothèque y sera également aménagée ainsi qu'une salle d'ordinateurs. Les élèves pourront utiliser la cuisine pour les cours d'économie domestique et la grande salle pour les cours de musique. Cette dernière demeurera toutefois disponible pour l'utilisation communautaire.

Les nouveaux locaux, dont l'aménagement sera défrayé par le ministère de l'Éducation, côtoieront les bureaux de l'ACFA et des Blés d'or ainsi que le Musée historique de Saint-Paul. «En fait, on peut dire que le deuxième centre scolaire communautaire de l'Alberta ouvrira ses portes à Saint-Paul en septembre», a déclaré Lionel Rémillard, directeur général par intérim du conseil scolaire francophone.

Ces transformations ne demeurent toutefois qu'une solution provisoire. Le conseil scolaire considère toujours la possibilité de transférer les élèves dans une école plus vaste pour l'année 1995-1996. Rappelons que le conseil a fait une demande à cet effet au début de l'été pour déménager les élèves de l'École du Sommet à l'école Racette. La demande est toujours en vigueur mais on parle également d'agrandir l'École du Sommet. Le ministère de l'Éducation, qui étudie présentement la question, devrait prendre une décision à ce sujet d'ici au 31 décembre.

On investit pour les tout-petits

CAROLE THIBEAULT

BONNYVILLE — C'est officiel. Le Conseil scolaire francophone du centre-est et la Société pour une éducation française à Bonnyville offriront conjointement un programme de maternelle et de prématernelle à Bonnyville en septembre. Présentement, une quinzaine d'enfants âgés de 3 à 5 ans y sont inscrits et le conseil poursuit sa campagne de recrutement.

Les classes se dérouleront dans les locaux du *Parent Child Centre* sous la direction de l'enseignante Julie Morin.

Deux nouveaux centres de ressources préscolaires seront également mis sur pied en septembre; l'un à St-Paul, l'autre à Bonnyville. Ce nouveau projet est rendu possible grâce à une collaboration financière de la Fédération des parents francophones de l'Alberta, du Conseil de coordination de l'éducation francophone du centre-est et de la Société pour l'éducation française de St-Paul et Bonnyville.

Présentement, des bénévoles recueillent livres, jeux, vidéos ou toutes autres ressources en français pour les jeunes enfants.

Géré par des bénévoles, le centre de Bonnyville sera installé dans les mêmes locaux que les classes de maternelle et prématernelle. À Saint-Paul, l'emplacement du centre reste à déterminer.

Un autre centre devrait ouvrir ses portes à Plamondon, plus tard cette année.



Photo: Michel Bouchard

Valérie et Vincent Guillette se préparent pour la rentrée scolaire. D'ailleurs, ils ne sont pas les seuls, car depuis plusieurs semaines, déjà, les conseillers et le personnel scolaires des écoles sont à l'oeuvre.

• Les conseils scolaires francophones

Riches ou pauvres?

CAROLE THIBEAULT

EDMONTON — En novembre dernier, les gouvernements fédéral et albertain signaient une entente spéciale en éducation de 24 millions de dollars. De cette somme, 5,4 millions de dollars seront versés, sur une période de cinq ans, pour la mise en oeuvre de la gestion scolaire. À première vue, cette somme peut sembler faramineuse, mais quelles sont les répercussions de l'injection de ces fonds sur les budgets des conseils scolaires? À quoi serviront-ils exactement?

> ***«Si on part avec 1000 élèves et qu'on en a que 1100 dans cinq ans, je pense qu'on va avoir manqué notre coup.»***
>
> *- Denis Tardif*

Pour leur première année d'existence, les conseils ont d'abord reçu un montant fixe de près de 100 000 $ pour le démarrage, c'est-à-dire la mise en place d'une administration ainsi que la location et l'équipement des bureaux.

Comme tous les autres conseils scolaires de l'Alberta, ils recevront aussi les octrois de base du gouvernement (montant X par élève) ainsi que les subventions pour les programmes spéciaux auxquels ils sont admissibles. Et comme les autres, ils seront victimes des compressions budgétaires imposées par le gouvernement Klein en février dernier.



Denis Tardif

Promotion, développement et recrutement

Les sommes les plus importantes provenant de l'entente serviront principalement à la promotion de l'éducation française auprès des ayants droit. Et selon Denis Tardif, président du Conseil scolaire francophone du centre-nord, cela ne sera pas tâche facile. «Les élèves qu'on a présentement, explique-t-il, ce sont les francophones qui ont été faciles à atteindre, c'est-à-dire que ce sont ceux qui circulaient et se trouvaient déjà autour des associations, qui étaient sensibilisés à la gestion.»

Environ 2000 élèves sont présentement inscrits dans les écoles francophones de la province. Selon les statistiques, il existe plus de 27 000 ayants droit en Alberta mais, selon Denis Tardif, vouloir atteindre ce nombre d'inscriptions serait illusoire. «Je crois qu'on peut aller chercher environ 13 000 élèves, affirme-t-il. Je n'ai jamais cru que la raison d'être de la gestion scolaire c'était d'avoir des écoles qu'on pourrait gérer nous-mêmes. La commission scolaire catholique d'Edmonton gérait bien nos écoles. Mais ce qu'elle ne faisait pas pour nous, et ce qu'elle ne pouvait pas faire, c'est de la promotion, du développement et du recrutement».

Le fait que les trois conseils scolaires francophones aient décidé d'offrir le programme de maternelle à 400 heures, plutôt que 200 heures comme le propose le gouvernement, est un bon exemple de promotion, développement et recrutement. Les conseils scolaires estiment que plus les enfants commenceront tôt à parler français, plus ils seront aptes à s'inscrire dans les écoles françaises.

«La meilleure façon de faire de la promotion, c'est par la qualité de l'éducation que nos élèves auront reçue», ajoute Charles Mackell, qui siège au Conseil scolaire régional du nord-ouest.

Un budget élevé?

Compte tenu des dépenses encourues pour la promotion, les conseils scolaires francophones peuvent-ils être considérés comme riches? «On est la minorité et, automatiquement, on a des dépenses supplémentaires. On n'a rien de plus que les anglophones», déclare M. Mackell. «Je considère qu'on est avantagé parce qu'on n'est pas déficitaire en commençant», ajoute Denis Tardif.

Voici quelques chiffres approximatifs:

Sur un budget annuel total de 2,4 millions de dollars le Conseil scolaire du nord-ouest a reçu 350 000 $ pour la mise en oeuvre de la gestion scolaire. Le Conseil scolaire du centre-est a reçu 400 000 $ sur un budget total de 2,3 millions de dollars et le Conseil scolaire du centre-nord, dont le budget total tourne autour des 6 millions $, s'est vu octroyer quelque 700 000 $. Pour l'année scolaire 1995-1996 et les suivantes, ces chiffres diminueront légèrement.

Avec cet argent, les conseils scolaires investiront, par exemple, dans des programmes de francisation et des trousses d'accueil, tout cela dans le but d'attirer une clientèle potentielle. «Si on part avec 1000 élèves et qu'on en a que 1100 dans cinq ans, je pense qu'on va avoir manqué notre coup», soutient Denis Tardif.

• Nord-ouest

Expérimenter de nouvelles approches éducatives

MICHEL BOUCHARD

«On essaie de moderniser notre approche en éducation», explique Yvon Mahé, directeur général adjoint du Conseil scolaire régional du nord-ouest.

L'école Héritage aura recours à la technologie pour offrir une plus grande variété de cours en français. En collaboration avec le Conseil scolaire du nord-est, un cours sera offert à l'école Héritage grâce au nouveau réseau d'éducation à distance.

«On aimerait qu'autant de cours que possible soient offerts en français soit sur place, soit à distance. Ce n'est pas possible, pour les écoles secondaires, de tout offrir sur place: des cours de comptabilité, de mécanique, de *drafting*, d'architecture, d'art et tout le reste. Nos élèves s'inscrivent à des cours à distance en anglais parce qu'ils n'existent pas en français présentement», raconte-t-il.

Yvon Mahé explique que le fait d'être reliées en réseau permettrait aux écoles françaises de partager leurs ressources humaines et financières et d'offrir un plus grand éventail de cours. «Ça fait longtemps qu'on a l'éducation à distance à notre école et on est arrivé à faire un encadrement très rigoureux qui assure le succès des élèves, ajoute-t-il. Maintenant, on voudrait élargir ces possibilités en offrant un réseau d'éducation à distance en français entre les écoles secondaires françaises de l'Alberta.»

Grâce à la technologie, un élève et un enseignant peuvent communiquer instantanément. Il serait envisageable, par exemple, que des jeunes des quatre coins de la province suivent le même cours avec un enseignant. Le réseau a aussi été instauré pour faciliter la communication à l'interne et avec les foyers de la région.

Une restructuration pédagogique est aussi présentement à l'étude. Les enseignants examinent les modalités d'une approche coopérative en éducation. «La restructuration de l'éducation se fait pour assurer une responsabilité accrue de la part des parents et enseignants dans la programmation scolaire pour accroître le rendement académique des élèves», explique Yvon Mahé.

Le conseil scolaire cherche à doter la région d'un centre éducatif à vocation élargie. Ce serait, selon Yvon Mahé, un lieu privilégié pour le développement sportif, artistique et culturel de la communauté. «On veut toujours un centre éducatif communautaire et on va y travailler encore plus fort cette année, explique-t-il. On cherche vraiment à établir un centre qui intégrerait les besoins éducatifs des adultes aussi bien que ceux des jeunes et qui intégrerait une composante sociale et culturelle.»

• Billet •

Pascale Bréniel étant à l'extérieur pour assister au congrès annuel de l'Association de la presse francophone, le Billet vous reviendra la semaine prochaine.

• Lethbridge

Une solution de rechange pour obtenir une école?

MICHEL BOUCHARD

EDMONTON — Le Conseil de coordination régional du sud poursuit ses discussions avec les conseils scolaires régionaux du nord pour l'obtention d'un centre scolaire communautaire.

«Nous désirons toujours obtenir un centre scolaire communautaire pour y loger les élèves du pavillon et aussi l'association francophone de la communauté», explique Gaston Renaud, membre du conseil de coordination régional du sud. «Si on ne peut pas l'avoir avec le conseil scolaire catholique de Lethbridge —et puisque je doute fort qu'on puisse l'obtenir du conseil scolaire public —et bien, on poursuivra nos discussions avec les conseils scolaires francophones pour qu'ils nous aident à l'obtenir ce centre scolaire autonome. Ce sont des pourparlers qui se font en coulisses depuis le mois de mars, en fin de compte, depuis la création d'un système scolaire francophone en Alberta.» Les conseils de coordination ne peuvent posséder leurs propres écoles.



Gaston Renaud

Suite en page 7...

✉ Courrier des lecteurs

Le Franco est heureux de publier les commentaires de ses lecteurs sur des sujets d'actualité ou d'intérêt général. Les témoignages et les réactions à des textes parus dans nos pages sont également bienvenus. Toutefois, puisque l'espace dont nous disposons est limité, seuls les textes brefs pourront être publiés intégralement. Nous nous réservons le droit de raccourcir les lettres au besoin et d'en retrancher les passages diffamatoires ou de nature à offenser par leur ton ou leur contenu. Toutes les lettres doivent être signées et accompagnées d'un numéro de téléphone ou d'une adresse, afin que nous puissions entrer en contact avec l'auteur si nécessaire.

La rédaction



Directrice: Pascale Bréniel
Adjointe administrative et responsable de la publicité: Micheline Brault
Journalistes: Carole Thibeault et Michel Bouchard
Graphiste: Linda Lavoie
Correspondant national: Yves Lusignan, Association de la presse francophone

Correspondants régionaux

BONNYVILLE: Lucie Lavoie
CALGARY: Jacques Girard et Alain Bertrand
CENTRALTA: Julie Bouchard-Dallaire
Lucienne Brisson (Saint-Albert)
FORT McMURRAY: Jean-Luc Simard
GRAND-CENTRE: Kathleen Bouchard
JASPER: Marie-Joëlle Driard
LETHBRIDGE: Adjoa Savage
PLAMONDON: Lina Labonté
RIVIÈRE-LA-PAIX: Sophie Savoie (Saint-Isidore)
Noëlla Fillion (Donnelly)
SAINT-PAUL: Jean-François Coulombe



OPSCOM

Le Franco est membre de l'Association de la presse francophone.
Au niveau national, il est représenté par l'agence de publicité OPSCOM.
Il est imprimé par CENTRALWEB Colorpress, à Edmonton.

Courrier de deuxième classe — Enregistrement 1881.

Pour s'abonner, remplir le coupon publié à la fin de ce numéro.

Prière d'adresser toute correspondance comme suit:

Le Franco
8923, 82e Avenue • Edmonton (AB) • T6C 0Z2
Téléphone: (403) 465-6581 • **Télécopieur**: (403) 465-3647





Des autochtones du monde entier à Edmonton

Le 3e festival international de film, d'art et de culture autochtones aura lieu à Edmonton du 24 au 27 août 1994. La cinéaste québécoise Alanis Obomsawin est une des artistes qui participent au festival Dreamspeakers.

Alanis Obomsawin est une Abénaquise qui a grandi dans la réserve d'Odanak, au nord-est de Montréal. On la surnomme «Kolilawato», ce qui signifie «celle qui nous rend heureux». La cinéaste considère que ses films constituent un moyen privilégié pour faire connaître sa culture.

De nombreux artistes autochtones seront en spectacle à l'occasion du festival dont le groupe sud-américain Allpa Kallpa. Ces descendants des Incas interprètent la musique traditionnelle des Andes.

En outre, de l'artisanat autochtone sera exposé et des mets traditionnels seront au menu.

Michel Bouchard



Alanis Obomsawin

Place aux femmes dans les coopératives

OTTAWA (APF) — Soucieux d'accorder une plus grande place à la gent féminine, le Conseil canadien de la coopération vient de publier deux guides, l'un qui s'adresse aux femmes et l'autre aux dirigeants de coopératives.

Le guide «Devenez une dirigeante de coopérative» apporte des réponses aux femmes qui se demandent si elles ont les outils nécessaires pour exercer leur rôle dans les coopératives.

Des dirigeantes de coopératives ont d'ailleurs été mises à profit pour réaliser ce document, conçu par la Coopérative de recherche et de conseil ORION de Québec. Elles y relatent leurs cheminements, leurs succès comme leurs échecs.

Selon Réjean Laflamme, responsable du développement coopératif au Conseil canadien de la coopération, les femmes manquent trop souvent de confiance en elles pour vouloir accéder à des postes de pouvoir au sein d'une coopérative. «Le guide va sans doute leur faire réaliser qu'elles sont capables d'oeuvrer dans les coopératives et de s'entraider», note M. Laflamme.

Même pleines de bonne volonté, les femmes ne peuvent pas toujours accepter les

Suite en page 6...

CONSEIL SCOLAIRE FRANCOPHONE
RÉGION DU CENTRE-EST Nº 3

C.P. 249, 4922-51e Avenue, St-Paul, AB T0A 3A0
Tél.: (403) 645-3888 Télécopieur: 645-2045
Directeur général: Lionel T. Rémillard   Secrétaire/Trésorière: Gisèle Marcoux

Centre scolaire communautaire de Plamondon

C.P. 141, Plamondon, (AB), T0A 2T0
798-2045

Maternelle à la 10e année:
Dès le 22 août, les parents pourront inscrire leur(s) enfant(s) en communiquant avec le directeur entre 10h et 16h.

Directeur: Raymond Demers
Directrice adjointe: Karen Levoir
Secrétaire: Raymonde Ménard

École du Sommet

4617-50e Avenue, St-Paul, (AB), T0A 3A3
645-1949

Maternelle à la 10e année:
Les 30 et 31 août 1994, les parents pourront inscrire leur(s) enfant(s) en se rendant directement à l'école du Sommet entre 8h30 et 15h30.

Directeur: Jean-François Bugeaud
Directrice adjointe: Lise Godin
Secrétaire: Jeanne Jean

Le coin des lutins de Bonnyville

Le Coin des lutins de Bonnyville offrira en septembre prochain la prématernelle et la maternelle. Les parents pourront inscrire leur(s) enfant(s) de 3 à 5 ans en communiquant avec Francine et/ou Rémi Gagnon au 826-2447.

Un centre de ressources préscolaire sera à la disposition des parents (jeux éducatifs, vidéos, livres, marionnettes, costumes, etc.)

École Voyageur

Bldg. 82 CFB Cold Lake
C.P. 1040, Medley, (AB), T0A 2M0
594-1662

Maternelle à la 10e année:
Du 22 août au 2 septembre 1994, les parents pourront inscrire leur(s) enfant(s) en se rendant directement à l'École Voyageur entre 8h et 16h

Directeur: Bernard Rondeau
Directrice adjointe: Nicole Bugeaud-Croteau
Secrétaire: Lynn Tassé

Calendrier scolaire

1er septembre:	journée de préparation pour tout le personnel
2 septembre:	journée d'ouverture officielle pour tout le personnel à Saint-Paul
6 septembre:	première journée en classe (1re à la 10e année)
12 septembre:	première journée en classe (maternelle)
24 décembre au 8 janvier:	congé de Noël
25 mars au 2 avril:	congé de mi-session
30 juin:	fin des classes

Transport

Le transport est gratuit pour les élèves qui demeurent à l'extérieur des villes où sont situées les écoles.

L'ENFANT D'ABORD

LE FRANÇAIS, JE LE PARLE PAR COEUR!

RENTRÉE SCOLAIRE 1994-1995

CONSEIL SCOLAIRE RÉGIONAL DU CENTRE-NORD N° 4
8815 D, 92e Rue, Edmonton, Alberta T6C 3P9
Téléphone 468-6440 • Télécopieur 440-1631

LE CONSEIL SCOLAIRE

PRÉSIDENT: Denis Tardif
VICE-PRÉSIDENT: Léo Turcotte
CONSEILLERS: Rémi Cyr
François McMahon
Christiane Spiers

LE PERSONNEL ADMINISTRATIF

DIRECTEUR GÉNÉRAL: Gérard Bissonnette
SECRÉTAIRE-TRÉSORIER: Jean-Claude Giguère
SECRÉTAIRE: Marie Tremblay
SECRÉTAIRE-COMPTABLE: Jeanne Lemieux

Le Conseil scolaire régional du Centre-Nord N° 4 souhaite la bienvenue et une heureuse année scolaire 1994-1995 à tous les parents et élèves qui adhéreront au projet éducatif de l'une des cinq écoles françaises dont il assumera la gestion à la fin d'août1994 à Edmonton et à Legal.

Les parents sont priés de communiquer avec la direction de l'école la plus près de chez eux pour obtenir des renseignements au sujet de l'école, de sa programmation ainsi qu'au sujet de la procédure d'inscription.

NOS ÉCOLES

EDMONTON

1. ***ÉCOLE MAURICE-LAVALLÉE***
8828-95e Rue
E aton, Alberta T6C 4H9
T hone: 465-6457
D teur: M. Ernest LeFebvre
D trice-adjointe: Mme Claudette Roy
N aux: De la 4e à la 12e année

2. ***É OLE NOTRE-DAME***
1 5-91e Avenue
E onton, Alberta T5R 4Z7
T hone: 484-7065
D trice: Mme Sylvie Bergevin
N aux: De la maternelle à la 6e année

3. ***É OLE PÈRE-LACOMBE***
1 5-131 A Avenue
E onton, Alberta T5E 0X4
T hone: 478-9389
D trice: Mme Rita Hébert
N aux: De la maternelle à la 6e année

EDMONTON

4. ***ÉCOLE STE-JEANNE D'ARC***
6715-86e Avenue
Edmonton, Alberta T6B 0J9
Téléphone: 466-1800
Directrice: Mme Yolande Moquin
Niveaux: De la maternelle à la 3e année

LEGAL

5. ***ÉCOLE CITADELLE***
5106-48e Rue
Legal, Alberta T0G 1L0
Téléphone: 961-3557
Directeur: M. Raymond Tremblay
Niveaux: De la maternelle à la 8e année

LE CALENDRIER SCOLAIRE

août:
25-26: O tation/planification
(E ignants seulement)
29: Rent scolaire

septemb
5: Fête d ravail (congé)

octobre:
10: Actio e grâces (congé)

novembre:
11: Jour du Souvenir (congé)

décembre:
26: Congé de Noël

janvier:
9: Rentrée après Noël

février:
20: Journée de la famille (congé)

mars:
27-31: Congé du printemps

avril:
14: Vendredi Saint (congé)
17: Lundi de Pâques (congé)

mai:
22: Fête de la Reine (congé)

juin:
30: Fin des classes

TRANSPORT

VILLE D'EDM ITON

Le transport éco r continuera à être administré par le Conseil des écoles catholiq d'Edmonton pour l'année scolaire 1994-1995. Pour de plus am s renseignements au sujet des trajets d'autobus et des horaires illez s.v.p. communiquer avec les responsables du transport éco r au 441-6078.

AUTRES MUNICIPALITÉS

Les parents sont priés des communiquer avec les responsables du transport écolier comme suit:

St-Albert
St-Albert School District N° 3 459-7781

Sherwood Park
Sherwood Park Catholic School District 467-8896

Beaumont, Leduc et région
County of Leduc 955-6403

Legal, Morinville, Bon Accord, Gibbons, Fort Saskatchewan et région
Conseil scolaire régional du Centre-Nord 468-6440

Spruce Grove, Stony Plain et région
County of Parkland 963-8703

Municipal District of Sturgeon
Sturgeon School Division 939-4341

Autres régions
Conseil scolaire régional du Centre-Nord 468-6440

N.B. Le transport est gratuit pour tous les élèves à l'exception des élèves de la 7e à la 12e année d'Edmonton..

INVITATION SPÉCIALE

Le conseil scolaire invite tous les parents francophones d'Edmonton et des municipalités avoisinantes ainsi que ceux de la région de Morinville-Legal qui désirent que leurs enfants reçoivent une éducation française de qualité à bien vouloir communiquer avec l'école la plus près de chez eux ou encore avec le centre administratif pour obtenir plus de renseignements.

Tout enfant qui répond aux critères d'admissibilité de l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés peut être inscrit à l'une ou l'autre de nos écoles.

Place aux femmes...

Suite de la page 5...

responsabilités liées au fait de siéger au conseil d'administration d'une coopérative. Par exemple, les rencontres de conseil d'administration se déroulent souvent les soirs de semaine; ce qui n'encourage guère la participation des mères et des travailleuses.

Voilà pourquoi un deuxième guide, «Un atout pour l'avenir : la participation des femmes à la démocratie coopérative», a été conçu pour les dirigeants des coopératives. Cette publication propose différents moyens d'action afin de remédier à la sous-représentation des femmes au sein des conseils d'administration des coopératives francophones au pays.

L'enjeu de la question féminine est intimement lié à la notion de démocratie si chère au mouvement coopératif. «Cette perte de vitalité démocratique peut limiter la capacité des équipes dirigeantes à suivre et comprendre l'évolution des besoins des membres et donc la capacité de l'entreprise coopérative à s'y ajuster et à les satisfaire pleinement», est-il écrit dans le guide.

Les coopératives francophones au pays se retrouvent surtout dans les secteurs financier (caisses populaires...), agricole et de l'habitation. Le Conseil canadien de la coopération représente 3600 coopératives francophones, dont les actifs atteignent 63,6 milliards de dollars.

Le vent d'automne souffle sur le théâtre

CAROLE THIBEAULT

EDMONTON—L'automne sera bientôt à nos portes et souvent notre humeur se rembrunit au fur et à mesure que les journées raccourcissent. Pour nous remonter le moral, l'UniThéâtre d'Edmonton présentera, en octobre, une pièce désopilante et rigolote intitulée *La Déprime*. Cette pièce fait d'ailleurs partie d'une programmation chargée que la jeune troupe de théâtre a bien l'intention de concrétiser au cours de sa prochaine saison.

Comme à chaque année depuis sa fondation en 1992, l'UniThéâtre propose à son public deux pièces communautaires: *La Déprime*, en octobre, mise en scène par François Pageau, et une pièce de l'auteur russe Tchekhov, en mars. Selon Guylaine Normandin, directrice artistique, le théâtre communautaire revêt une grande importance pour la troupe. «Une partie de notre philosophie, c'est que le théâtre communautaire doit appartenir à la communtauté», mentionne-t-elle. Pour ce faire, elle invite les organismes francophones à inciter au moins un de leurs employés à prendre part à l'une des pièces.

«Le théâtre, c'est comme un gros bol de peanuts: une fois que tu y as goûté, tu ne peux plus t'arrêter.»

- Guylaine Normandin

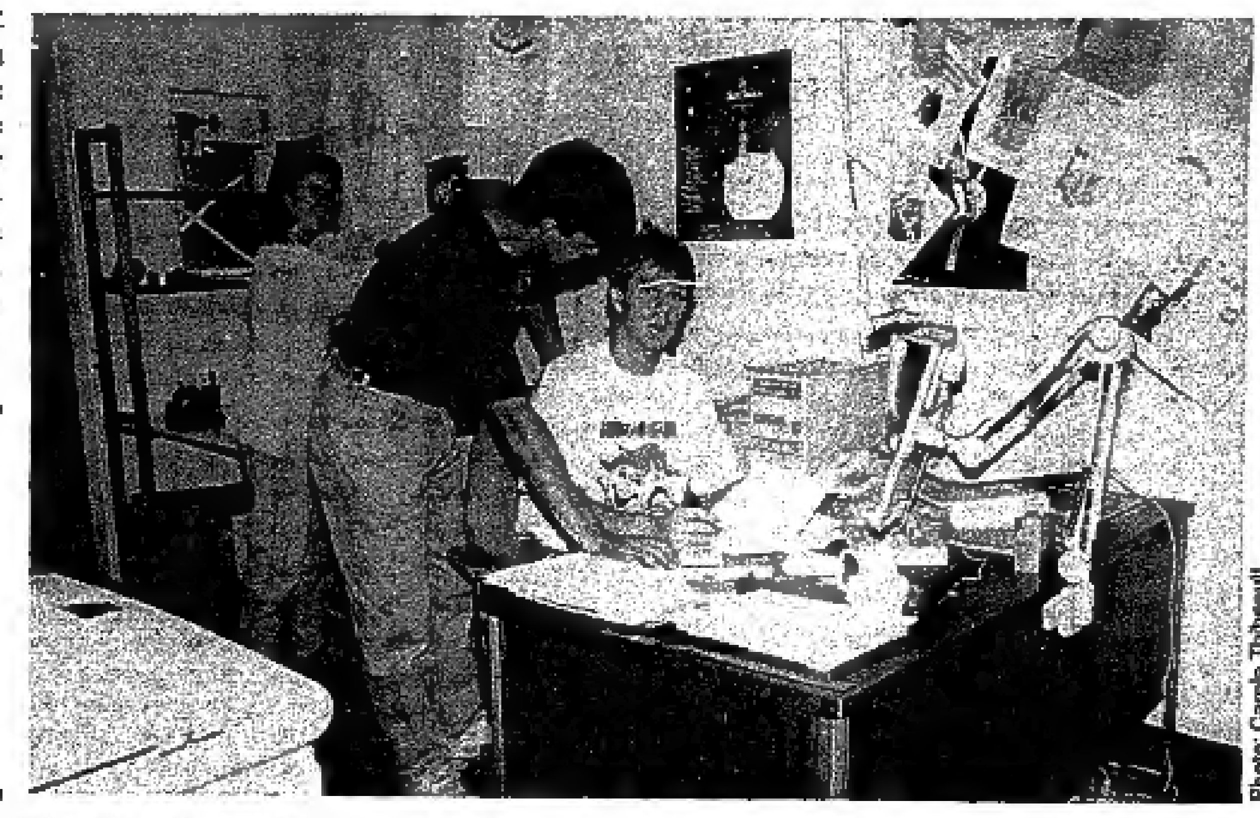


Photo: Carole Thibeault

Guylaine Normandin, Daniel Cournoyer (directeur administratif) et Jeff Schermbrucker (coordonnateur du marketing) se préparent pour la nouvelle saison de l'UniThéâtre.

L'automne amènera également avec lui la production professionnelle d'une pièce pour enfants intitulée *On n'est pas des enfants d'école*, écrite par Gilles Gauthier. Ce dernier est également l'auteur de *Je suis un ours*, pièce présentée en tournée l'hiver dernier par la compagnie d'Edmonton. En outre, les membres de l'UniThéâtre sont conviés à prendre part à l'assemblée générale annuelle qui aura lieu à la fin du mois de septembre. Plusieurs postes au conseil d'administration sont vacants.

L'UniThéâtre organisera également une soirée-bénéfice en compagnie des anciennes étoiles de la ligue d'improvisation d'Edmonton.

La saison se poursuivra au printemps avec la présentation d'une pièce d'Anton Tchekhov. La troupe manitobaine Le Cercle Molière sera ensuite de passage dans la capitale pour une ou deux représentations de *L'ampoule magique* de Woody Allen. Tout comme l'an dernier, les activités de l'UniThéâtre se termineront avec la présentation du 6e Festival de théâtre jeunesse qui se tiendra, cette fois encore, à Kananaskis.

Par ailleurs, la troupe tente de participer encore plus activement à la formation d'un théâtre d'ici. Pour ce faire, elle continue d'appuyer le projet «Pour une théâtralité franco-albertaine» et offrira des ateliers de formation et d'écriture.

RENTRÉE SCOLAIRE

Une solution...?

Suite de la page 4...

La loi scolaire n'empêcherait cependant pas un conseil scolaire francophone de gérer une école située hors de son territoire, selon Sandra Cameron, une conseillère du sous-ministre qui a rédigé le projet de loi qui accorde la gestion scolaire aux francophones. Mais, cette initiative nécessiterait l'autorisation du ministre. «Selon la loi, ce n'est pas interdit, explique Sandra Cameron. Je ne veux pas parler au nom du ministre, mais je crois que s'il y avait eu suffisamment d'élèves à Lethbridge, ils auraient eu leur propre conseil scolaire pour gérer une école.» Ultimement, l'approbation du ministre serait nécessaire pour autoriser l'achat ou la construction d'une école ainsi que ses activités. «Tu ne peux pas ouvrir une école juste comme cela», lance-t-elle.

Gaston Renaud réplique que c'est le dernier recours possible pour le conseil de coordination, étant donné que le conseil scolaire catholique cherche à rentabiliser l'espace disponible et ne semble pas prêt à accorder aux francophones leur propre école. «Nous ne voyons aucune autre solution que de demander à un conseil scolaire francophone du nord de faire les démarches en notre nom pour obtenir une telle école qui servirait de centre scolaire communautaire, explique-t-il. Par la suite, évidemment, pour que ce soit rentabilisé, il faudrait forcément que ce soit ce conseil scolaire francophone extérieur qui administre le centre et nous serve de conseil scolaire à part entière.»

Il n'existe guère de précédent pour une telle initiative, raconte Sandra Cameron. Le seul cas qui, à son avis, se rapproche est celui de l'école Héritage qui se trouvait à Jean-Côté et qui était gérée par le Conseil scolaire de Saint-Isidore.

Les ministères devront promouvoir la Loi sur les langues officielles

MONCTON — La Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada (FCFA) se réjouit de l'annonce faite le 16 août par le ministre du Patrimoine canadien, Michel Dupuy, portant sur la mise en oeuvre intégrale des articles 41 et 42 de la Loi sur les langues officielles. La politique gouvernementale porte principalement sur l'engagement du gouvernement fédéral à favoriser l'épanouissement et le développement des communautés francophones et acadienne du Canada.

Entre autres mesures annoncées, les ministères fédéraux seront tenus de consulter les communautés lors de l'élaboration de leur programmation. Un mécanisme d'évaluation ayant été prévu, les ministères et les institutions fédérales clés devront, sur une base annuelle, faire rapport au ministre du Patrimoine canadien des initiatives mise de l'avant pour la promotion des langues officielles.

«Depuis l'adoption de la Loi en 1988, nous attendions avec beaucoup d'impatience un tel geste de la part du gouvernement fédéral», a déclaré la présidente de la FCFA, Claire Lanteigne.

OFFICE NATIONAL DE L'ÉNERGIE ORDONNANCE D'AUDIENCE GH-4-94
AVIS D'AUDIENCE
FOOTHILLS PIPE LINES (ALTA.) LTD.
PROJET PIPELINIER WILD HORSE

L'Office national de l'énergie («l'Office», «ONE») tiendra une audience concernant une demande, en date du 30 juin 1994, déposée par Foothills Pipe Lines Ltd. («Foothills»), au nom de Foothills Pipe Lines (Alta.) Ltd. («Foothills (Alta.)», «le demandeur»), conformément à la partie III de la *Loi sur l'Office national de l'énergie*, visant l'obtention d'un certificat d'utilité publique l'autorisant à construire une canalisation (pipeline d'une longueur d'environ 215,5 kilomètres – 134 milles – et d'un diamètre de 914 millimètres – 36 pouces), une station de comptage et des installations connexes entre Princess (Alberta) et la frontière internationale près de Wild Horse (Alberta).

On estime à 138,6 millions de dollars le coût du pipeline Wild Horse projeté. Ce dernier pourrait transporter 20,89 millions de mètres cubes (737,5 millions de pieds cubes) de gaz naturel par jour à partir du 1er novembre 1996. Le pipeline serait relié en amont aux installations de NOVA Gas Transmission Ltd. et, en aval, au réseau pipelinier projeté de la Altamont Gas Transmission Company.

L'audience commencera à 13 h, le lundi 3 octobre 1994, dans la salle d'audience de l'Office située au 3 étage, 311, 6e Avenue s.-o. à Calgary (Alberta).

L'Office organise cette audience publique en vue d'obtenir les témoignages et les opinions de parties intéressées par rapport à la demande.

Quiconque désire participer à l'audience doit déposer une intervention écrite auprès du secrétaire de l'Office et en signifier un exemplaire au demandeur, à l'adresse suivante :

Monsieur H. Hobbs
Directeur, Relations publiques et affaires environnementales
Foothills Pipe Lines Ltd.
707, 8 Avenue s.-o.,
bureau 3100
Calgary (Alberta)
T2P 3W8
Téléphone : (403) 294-4100
Télécopieur : (403) 294-4174

Le demandeur en verra un exemplaire de sa demande et des documents connexes à chaque intervenant.

La date limite de réception des interventions écrites est le vendredi 19 août 1994 à midi. Le secrétaire de l'Office publiera une liste des parties peu après cette date.

Quiconque désire simplement faire des commentaires au sujet de la demande doit déposer une lettre de commentaires auprès du secrétaire de l'Office et en faire parvenir une copie au demandeur au plus tard le jeudi 15 septembre 1994 à midi.

Conformément au *Décret sur les lignes directrices visant le processus d'évaluation et d'examen en matière d'environnement*, l'Office fera une étude sur les effets néfastes possibles que les installations proposées peuvent avoir sur l'environnement et sur les répercussions sociales qui s'y rapportent directement. Les lettres de commentaires qui pourront être utilisées dans cette étude doivent être déposées auprès du secrétaire de l'Office et signifiées à toutes les parties à l'instance au plus tard le jeudi 15 septembre 1994 à midi.

Pour tout renseignement concernant la procédure qui régira la présente audience (ordonnance d'audience GH-4-94) ou les *Règles de pratique et de procédure de l'ONÉ* qui régissent toutes les audiences de l'Office (documents disponibles en anglais et en français), veuillez écrire au secrétaire ou téléphoner à Madame Mary Lou Scharl, agente de réglementation, Opérations de la réglementation, au (403) 299-3988.

J.S. Richardson
Secrétaire
Office national de l'énergie
311, 6 Avenue s.-o.
Calgary (Alberta)
T2P 3H2
Télécopieur : (403) 292-5503

• ACFA régionale de Bonnyville

Une image à redorer

CAROLE THIBEAULT

BONNYVILLE — La régionale de Bonnyville de l'Association canadienne-française de l'Alberta devra revoir son mandat et ses buts au cours de la prochaine année. Selon les résultats de l'étude *À la recherche des nôtres*, l'ACFA est en perte de vitesse auprès de ses membres et c'est pourquoi ses dirigeants devront travailler à redorer l'image de l'association.



Nicole Bugeaud-Croteau

L'étude, dont le rapport final a été déposé en juin, démontre entre autres que l'ACFA a de la difficulté à rejoindre les francophones issus de familles exogames ainsi que la communauté de langue française de la région de Tri-Town (Cold Lake, Grand Centre, Medley).

Un examen de la situation démographique révèle en outre que le nombre de jeunes enfants parlant français a diminué considérablement au cours des dernières années, ce qui menace la viabilité du programme français à Bonnyville et, à plus long terme, celle de l'école Voyageur de Medley. Quant aux aînés, ils sont de plus en plus nombreux et actifs, c'est pourquoi l'association devrait prévoir des services en français adaptés à leurs besoins.

Les consultants, Bruno Ouellette et Yvon Laberge de la compagnie *Hope Learning Systems*, proposent donc un plan d'action dont la priorité est d'améliorer l'image de la régionale. Ils suggèrent, par exemple, que l'ACFA soit davantage présente lors d'activités communautaires et qu'elle organise des activités auxquelles les conjoints anglophones pourraient participer. Selon les consultants, l'ACFA doit poursuivre ses activités dans le domaine culturel parce que ce sont les plus populaires.

Au bureau de direction de la régionale, l'arrivée de l'été et des grandes vacances a retardé toute prise de décision. Cependant, selon Nicole Bugeaud-Croteau, présidente sortante de l'ACFA, le comité exécutif doit se réunir en septembre et prendre des mesures afin de remédier à la situation.

André Boudreau honoré



André Boudreau

L'Edmontonien André Boudreau a été choisi comme «Personnalité de la semaine» par le quotidien *L'Acadie nouvelle*, de Moncton, et la Société Radio-Canada, région de l'Atlantique. Les deux organisations ont voulu souligner ainsi son apport à l'organisation des grandes «Retrouvailles» des Acadiens qui se terminent ces jours-ci au Nouveau-Brunswick. Rappelons qu'André Boudreau est président du Congrès mondial acadien et que c'est lui qui a eu l'idée d'organiser la grande manifestation culturelle et sociale de cet été.







• Rachel Playfair, triathlète

Repousser ses propres limites

MICHEL BOUCHARD

EDMONTON — L'athlète franco-albertaine Rachel Playfair (née Dumont) s'entraîne en vue des compétitions nationales de triathlon qui auront lieu à Montréal cet automne. Cette épreuve d'athlétisme intègre trois disciplines: la natation (1,5 kilomètre), le vélo (40 kilomètres) et la course (10 kilomètres).

Ce sport exige beaucoup d'endurance et Rachel s'entraîne sans répit, consacrant plusieurs heures par jour à sa préparation pour les compétitions. De plus, elle fait du conditionnement physique avec des poids et haltères afin d'assurer le développement équilibré de tous ses groupes musculaires.



Rachel Playfair est membre de l'équipe provinciale de triathlon.

Lors des compétitions, les athlètes doivent se mettre au pas afin de ne pas s'épuiser rapidement. «Si je pousse trop, j'aurai de la misère quand je vais courir, explique-t-elle. Tu *bonk*, il ne reste plus rien dans tes jambes.» Elle estime cependant qu'une fois arrivée à la dernière épreuve du triathlon, la course, c'est davantage une question de force psychologique que de force physique pure. «Tu es fatigué, il fait chaud et il faut que tu te pousses», explique-t-elle. Après plus d'une heure et demie de natation et de vélo, il ne reste que peu de temps avant de ne plus avoir d'énergie.

L'an dernier, Rachel s'est rendue jusqu'à Manchester, en Angleterre, pour les compétitions internationales. Elle était membre de l'équipe nationale qui est composée des compétiteurs «élites» et de compétiteurs des divers groupes d'âge. Cette année, Rachel s'est classée troisième aux compétitions provinciales à Fort McMurray et fait maintenant partie du groupe «élite». Malgré tout, elle ne cherche pas la victoire à tout prix. «Je suis en compétition avec moi-même et non avec les autres», commente-t-elle. Très active, elle n'a pas l'intention de ralentir le pas. «Je veux continuer jusqu'à 100 ans», lance-t-elle.

PETITES ANNONCES

Dans le but de vous offrir un meilleur service Le Franco vous offre une chronique de petites annonces.
Tarifs: 7 $ pour 20 mots ou moins pour 1 semaine, 12 $ pour 20 mots ou moins pour 2 semaines. Plus de 20 mots: 10¢ de plus par mot. Annonces encadrées: ajoutez 3,50 $ pour l'encadrement. **Vous devez calculer 7% de TPS.**
Toutes les petites annonces doivent nous parvenir accompagnées du paiement: chèque ou mandat-poste à notre bureau avant le lundi midi. Aucune annonce ne sera acceptée par téléphone. Toute annulation peut être faite par téléphone en composant le **465-6581** avant le lundi à midi. Nous n'acceptons pas les frais d'appel. Faites votre chèque ou mandat-poste à l'ordre de:

Le Franco, 8923 - 82 Avenue, Edmonton (Alberta), T6C 0Z2

Notre firme de consultants est à la recherche d'une personne bilingue pour effectuer des sondages téléphoniques avec des résidents du Québec. Les candidats doivent être capables de taper à la machine. Aucune vente. Travail à temps partiel. Salaire: 7 $ /l'heure. Bureau situé au centre-ville d'Edmonton.
Envoyez votre curriculum vitae (en anglais seulement) à l'adresse suivante:
Box 11922
Main Post Office
Edmonton (AB)

La Garderie *Bonnie Doon* recherche une technicienne en garderie, niveau II ou III pour poste de superviseur. Appelez Claire au 466-2841. (9-9)

L'École Enfantine, prématernelle francophone, accepte présentement les inscriptions (enfants de 3 et 4 ans) pour septembre 1994. Deux programmes offerts: français et accueil. Info: Manon au 461-8222 ou Sylvie 461-2520. Porte ouverte les 6 et 7 septembre, entre 9h et 11h (26-8)

Cherchez-vous une garderie francophone où votre enfant pourra vivre des expériences enrichissantes en toute sécurité? Si votre enfant est agé entre 19 mois et six ans, le personnel qualifié du Centre d'expérience préscolaire d'Edmonton se fera un plaisir de l'accueillir. Pour plus de renseignements, n'hésitez pas à communiquer avec nous au 465-7651.

Recherche gardienne à domicile pour 3 jeunes enfants de 20 à 25 heures/semaine. Appelez Christine au 466-8876 (26-8)

Gardienne francophone demandée (grand-mamans bienvenues) pour venir chez nous, quartier Bonnie Doon, prendre soin de 2 fillettes, 2 jours/semaine. Salaire à discuter. Tél.: 468-9478 (2-9)

A la recherche d'une gardienne francophone pour septembre? Réserver dès maintenant, demeure près de la Faculté. Maryse au 465-3567 (reçu et premiers soins). (2-9)

Recherche pensionnaire logé et nourri pour le 1er septembre, 2 min. de la Faculté. Maryse au 465-3567 (2-9)

Maison à louer, à 7 km de Legal, 2 étages, 2800 pi. ca., 5 ch. à coucher, 3 ch. de bain, 750$/mois. Appelez Claire ou Ernest au 736-2126 (26-8)

Places disponibles pour bébés jusqu'à 19 mois à la Garderie Bonnie Doon (8708 - 91 Rue). Nos employés sont diplômés et la garderie possède 17 années d'expérience. Appelez Claire au 466-2841. (9-9)

Fort McMurray - Personne demandée 3 à 5 jours/semaine pour légers travaux ménagers et tenir compagnie à nouvelle maman ainsi que deux rayons de soleil de 21 et 2 mois. Info: 743-4614. (26-8)

Musique en français pour jeunes enfants de 3 à 6 ans en petits groupes avec parents. Clavier, théorie, chant, mouvement, entrainement de l'oreille, jeux musicaux. Appelez Srutka Garfinkle Ph. D. au 433-4752. (2-9)

Recherche gardienne francophone à domicile pour deux enfants d'âge préscolaire, quartier Capilano. Tél.: 464-4721 (26-8)

LE FRANCO
465-6581

RWANDA

Un espoir:
votre solidarité!



1-800-RWANDA1
5633, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec) H1N 1A3

Paroisses francophones
Messes du dimanche

EDMONTON

Immaculée-Conception
10830 - 96e Rue
Dimanche: 10h30

Saint-Albert
Chapelle Connelly McKinley
9, Muir Drive
Dimanche: 10h

Sainte-Anne
9810 - 165 Rue
Dimanche: 10h30

Saint-Thomas d'Aquin
8410 - 89 Rue
Samedi: 16h30
Dimanche: 9h30 et 11h

Saint-Joachim
9928 - 110e Rue
Samedi: 17h
Dimanche: 10h30
Lundi au vendredi: 17h

Base Militaire d'Edmonton
à la chapelle de Lancaster Park
Samedi: 19h

CALGARY

Sainte-Famille
1719 - 5e Rue S.O.
Samedi: 17h
Dimanche: 10h30

Connelly McKinley Ltd.
Salon Funéraire



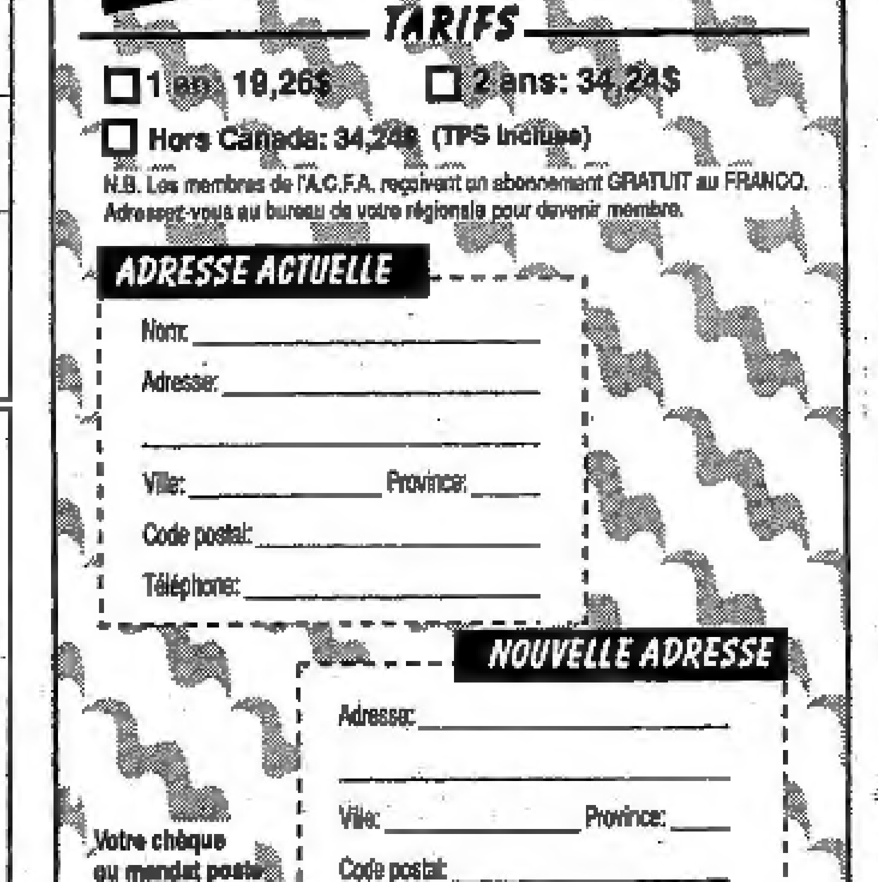
10011 - 114e Rue
Edmonton, Alberta
422-2222

9, Muir Drive
St-Albert
458-2222

256, rue Fir
Sherwood Park
464-2226

Ne cherchez pas plus loin!
Des économies à la tonne!
THE HIGHLANDS
Le summum en matière de location résidentielle
- Services publics **gratuits** (épargnez de 35 $ à 50 $ par mois)
- Adhésion au club **gratuite** (épargnez 50 $ par mois)
- Premiers mois de loyer **gratuits** (épargnez de 425 $ à 830 $)*

200 - 8930 avenue Jasper - Edmonton
424-1181
Diane pourra répondre à vos questions en français.


LE FRANCO

ABONNEMENT ET CHANGEMENT D'ADRESSE

TARIFS
☐ 1 an: 19,26$ ☐ 2 ans: 34,24$
☐ Hors Canada: 34,24$ (TPS incluse)
N.B. Les membres de l'A.C.F.A. reçoivent un abonnement GRATUIT au FRANCO. Adressez-vous au bureau de votre régionale pour devenir membre.

ADRESSE ACTUELLE
Nom: ____
Adresse: ____
____
Ville: ____ Province: ____
Code postal: ____
Téléphone: ____

NOUVELLE ADRESSE
Adresse: ____
____
Ville: ____ Province: ____
Code postal: ____
à compter du: ____
Téléphone: ____

Votre chèque ou mandat poste libellé à l'ordre du Franco. (En lettres moulées S.V.P.)

8923-82 Avenue • Edmonton, Alberta • T6C 0Z2

Cartes d'affaires

DR R.D. BREAULT
• DENTISTE •
Strathcona Medical Dental Bldg.
Place 302, 8225 - 105e Rue
Edmonton, Alberta T6E 4H2
Tél.: 439-3797

SHORNEY'S OPTICAL
ESTABLISHED 1920
Paul Lorieau
Téléphone: (403) 439-5094
8217 - 112e Rue, Edmonton, Alberta T6G 2C8 (College Plaza)

CADRIN DENTURE CLINIC
Bernard Cadrin
Édifice G.B. 9562 - 82e Avenue
Edmonton, Alberta T6C 0Z8
Entrée ouest, plancher principal
Bur.: 439-6189
Rés.: 465-3533

DR COLETTE M. BOILEAU
DENTISTE
350, West Grove Professional Bldg.
10230 - 142e Rue
Edmonton, Alberta T5N 3Y6
Tél.: 455-2389

Dr J. Georges Sabourin
B.A., M.D., F.R.C.S. (C)
Obstétricien *Gynécologue*
303 Hys Centre - 11010 - 101e Rue
Edmonton, Alberta T5H 4B8
Tél.: 421-4728



DÉRY PIANO SERVICE
J.A. Déry R.P.T.
accordeur de pianos, réparations et entretien
Tél.: (403) 454-5733
11309, 125e Rue, Edmonton (Alberta)

Dr Léonard Nobert
Dentiste
54 rue St. Micheal, St-Albert, Alberta T8N 1C9
Téléphone: 459-8216

McCuaig DESROCHERS
avocats et notaires
Au service de la francophonie albertaine
500, Banque de Montréal
10199, 101e Rue
Edmonton (Alberta) T5J 3Y4
tél.: 426-4660

Les joies de la pétanque

CAROLE THIBEAULT

EDMONTON — Au cours des siècles, le jeu de boules provençales, mieux connu sous le nom de pétanque, a gagné le coeur de tous les Français. Aujourd'hui, ce sport est pratiqué partout en Europe et s'est même répandu dans les pays du Sud-Est asiatique, de l'Afrique et même... en Alberta!

Ce sont les 13 et 14 août qu'a eu lieu le deuxième grand tournoi annuel de pétanque dans une ferme près de Gibbons. Une trentaine de personnes y ont pris part, tant pour la fête que pour remporter la coupe.

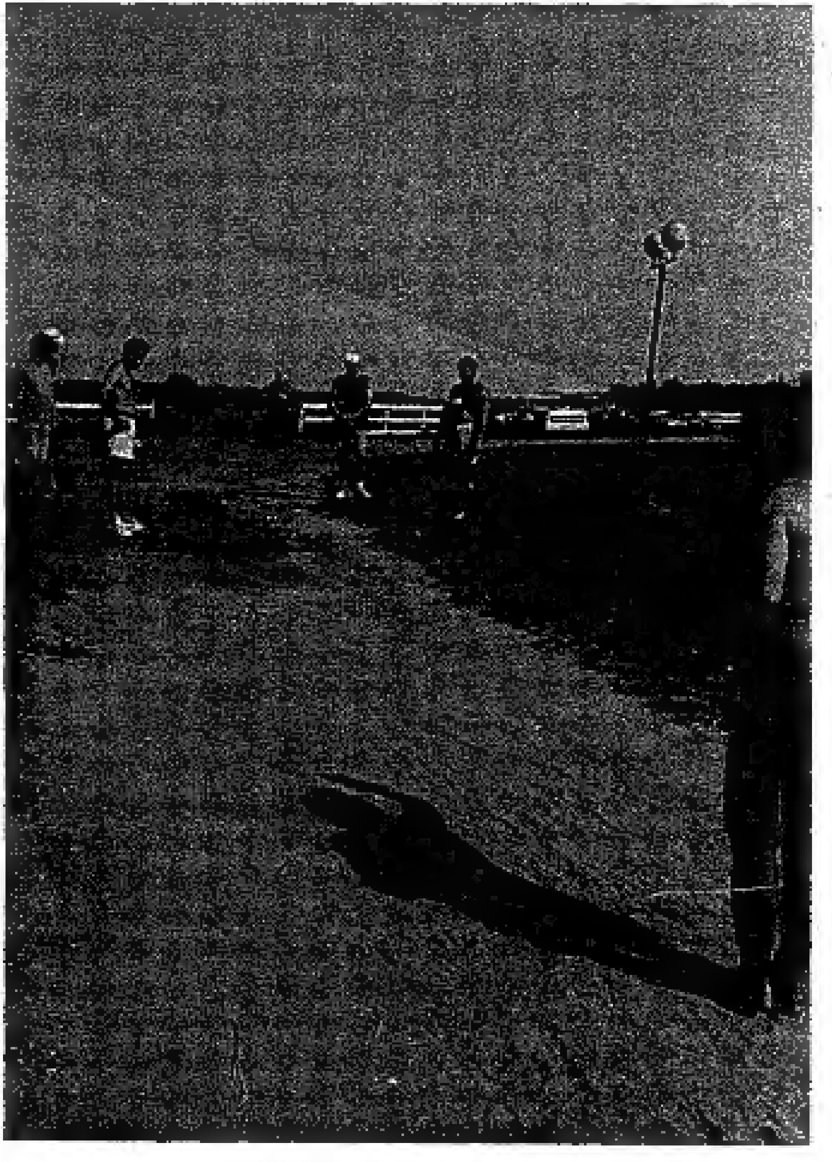


Photo: Carole Thibeault

La pétanque consiste en un jeu où les différentes équipes doivent lancer leurs boules le plus près possible du cochonnet.

Pour Jean-Claude Chatelet, arbitre en chef du tournoi, la pétanque est un jeu sérieux, bien qu'on le pratique souvent de façon badine. «Ça peut se comparer au lancer du fer à cheval. Mais à la pétanque, il y a toujours une stratégie: tu dois tenir compte des boules, du terrain, etc. Il y a forcément une interaction entre les joueurs qui oblige à une certaine convivialité», explique-t-il. En effet, la pétanque se pratique le plus souvent en équipe de deux ou trois joueurs.

Par son caractère très social, la pétanque est comparable au golf. On discute entre deux lancers, on prend l'apéritif, on négocie, etc. Parfois, une partie peut durer toute une avant-midi. «En Provence, les maires des petits villages gagnent leurs élections en jouant à la pétanque!», souligne M. Chatelet.

Le deuxième tournoi de pétanque a été organisé conjointement par Ernest Eder, propriétaire du restaurant La Bohème, et par Marc Vigneron, de la compagnie Fine Wine Connection. Comme le tournoi semble devenir de plus en plus populaire, les deux propriétaires ont l'intention de l'organiser à nouveau l'année prochaine mais, cette fois, le 14 juillet, fête nationale des Français.

Les grands gagnants du tournoi sont Marc Vigneron et David Leroux. Ils ont remporté les 17 parties qu'ils ont disputées au cours de la fin de semaine.

AVIS AUX DÉPOSANTS DE

La Compagnie de fiducie Confédération

Le jeudi 11 août 1994, le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) a pris le contrôle de **La Compagnie de fiducie Confédération**, une institution membre de la Société d'assurance-dépôts du Canada (SADC).

Les déposants qui ont un besoin urgent de fonds peuvent communiquer avec la SADC afin de demander un remboursement anticipé d'une partie de leurs dépôts assurés. De tels remboursements ne seront accordés qu'aux titulaires de **dépôts à terme échu, de comptes de chèques et de comptes d'épargne**. Pour demander un remboursement de dépôts assurés ou pour obtenir toute information sur les dépôts que vous avez confiés à **La Compagnie de fiducie Confédération**, veuillez composer sans frais l'un des numéros suivants :

Service en français : 1-800-667-2405

Service in English : 1-800-663-7418

Ces lignes téléphoniques seront en service de 8 h à 20 h, heure avancée de l'Est.

Les clients de **La Confédération Compagnie d'assurance vie**, compagnie mère de La Compagnie de fiducie Confédération, qui ont des questions à propos de leurs polices d'assurance ou d'autres placements confiés à **La Confédération Compagnie d'assurance vie**, sont invités à communiquer sans frais avec Peat Marwick Thorne Inc., mandataire du BSIF, à l'un des numéros suivants : **1-800-840-4874** (service en français), **1-800-661-6135** (service in English).

La Société d'assurance-dépôts du Canada est une société d'État qui a pour mandat de fournir une assurance contre la perte totale ou partielle des dépôts confiés à ses institutions membres (banques, sociétés de fiducie et sociétés de prêt).

Société d'assurance-dépôts du Canada | Canada Deposit Insurance Corporation

Canada